

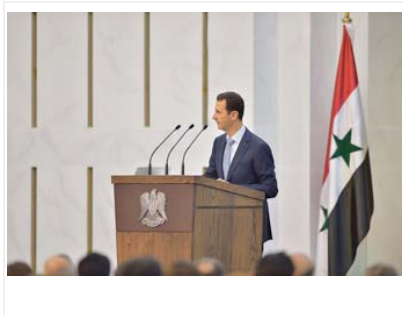
[Print](#)

## Le Président Bachar al-Assad parle au peuple syrien

De [DR Bachar al-Assad](#)

Global Research, août 01, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-president-bachar-al-assad-parle-au-peuple-syrien/5466411>

### Discours du 26 juillet 2015 devant les Organisations populaires, les Syndicats professionnels et les Chambres de métiers

Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue en tant que représentants des composantes populaires, professionnelles et syndicales de la société syrienne, et vous exprime toute ma gratitude pour votre travail et vos loyaux efforts dans chacun de vos secteurs, soutenant vos collègues et vos frères, contribuant à renforcer l'esprit de patriotisme et de résistance face à ce que traverse notre pays.

Nous voici réunis alors que, malgré sa complexité, la situation est devenue limpide, que les esprits sont clairs, que nombre de masques et de terminologies fallacieuses sont tombés, et que les mensonges dont ils ont voulu convaincre le monde ne tiennent plus, au point que les prétextes auxquels ils s'accrochent et les propos qu'ils tiennent pour justifier les agressions contre la Syrie ne font que confirmer des évidences.

Nous interroger sur leurs prétextes serait une perte de temps et d'énergie, mieux vaut nous concentrer sur ce qui pourrait attendre la Syrie, maintenant que les événements s'accélèrent et que l'opération de destruction systématique menée par les organisations terroristes atteint des niveaux sans précédent.

Ce qui révèle la mentalité criminelle des responsables qui dirigent les états soutenant ces terroristes et, en même temps, signifie l'échec de toutes leurs tentatives pour précipiter le peuple syrien dans le borbier des illusions qu'ils lui ont servies, afin qu'il les adopte et contribue à la chute de sa patrie. Le peuple n'étant pas tombé dans leurs pièges, ils sont passés à un degré supérieur de sauvagerie visant à le mettre face à l'un des deux choix : accepter ce qui est dicté ou se laisser assassiner et détruire.

Une escalade dans la sauvagerie qui traduit leur désespoir devant leur impuissance à briser sa résistance face à une guerre sans précédent dans l'histoire moderne ; une résistance qui contrarie leur plan et qui menace leur avenir politique, surtout depuis que le terrorisme a frappé des innocents dans leurs pays respectifs et que les justifications qu'ils ont avancées pour tromper leur opinion publique et en user comme couverture de leur agression contre notre pays et notre peuple, ne tiennent plus la route ; une opinion publique à qui ils ont longtemps raconté qu'ils soutenaient des « révolutionnaires » appelant à la liberté et à la démocratie en Syrie, qui découvre qu'ils soutiennent des « terroristes » et qui en paye le prix.

Et, alors que ces dernières années c'était notre région qui était censée exporter le terrorisme au monde et à l'Occident, aujourd'hui c'est l'Occident qui est devenu son incubateur et son exportateur vers notre région. Ceci, en plus de tous les autres incubateurs déjà présents au Moyen-Orient, notamment dans les Pays du Golfe, et des pays entrés plus récemment en scène, tels la Tunisie et la Libye, depuis les événements de 2010-2011 ; tous ces incubateurs ayant commencé à interagir et à exporter le terrorisme partout ailleurs.

Pourtant, nous leur avons expliqué à maintes reprises, avant et pendant l'agression contre la Syrie, que le terrorisme ne connaît pas de frontières et ne recule pas devant les déclarations et les dénonciations. Nous les avons prévenus qu'on ne peut l'arrêter par des guerres ni l'éliminer par des avions, comme procède leur coalition d'aujourd'hui.

Le terrorisme est une pensée malade, une doctrine pervertie, une pratique déviante qui est née et qui a grandi dans un environnement d'ignorance et d'arriération, auxquelles se sont ajoutés le mépris du droit des peuples et les privations. Ce n'est un secret pour personne que le colonialisme a jeté les bases de tous ces facteurs réunis, les a enracinés, et continue à y contribuer. Comment est-il possible que celui qui a semé les graines du terrorisme veuille le combattre ?

Celui qui veut combattre le terrorisme doit appliquer des politiques rationnelles, fondées sur la justice et le respect de la volonté des peuples de décider de leur avenir, de gérer leurs affaires et de récupérer leurs droits ; fondées sur la diffusion de la connaissance et la lutte contre l'ignorance, sur l'optimisation de l'économie, l'éducation de la société et son développement.

Quant à la guerre militaire contre le terrorisme, elle est telle la cautérisation, le dernier des remèdes. Et si jamais elle devient inévitable pour la défense de la patrie, elle ne peut, en aucun cas, remplacer les politiques visant à cerner et à éradiquer les facteurs favorisant sa naissance et son développement, ni se contenter de lui limer les ongles, comme ils font, car ils repousseront plus durs et plus meurtriers. Mais, ils n'avaient pas prévu qu'il frapperait au cœur du continent européen, et plus précisément à l'Ouest, car leur courte vue leur a fait croire qu'ils resteront à distance de ses étincelles volant d'un endroit à un autre, brûlant des pays entiers de notre monde arabe et du Moyen-Orient fondamentalement déstabilisés.

Ce qui n'implique pas qu'ils en aient tiré les leçons, car leur comportement face à ce phénomène est toujours aussi hypocrite. Il s'agit de terrorisme quand il les frappe, mais de révolution, de liberté, de démocratie et de droits humains, quand il nous frappe. Ses auteurs sont des terroristes chez eux, mais des révolutionnaires et des opposants modérés chez nous. Ils emplissent le monde de leurs cris quand ils sont piqués par une étincelle, mais adoptent le silence des tombes quand nous brûlons de son feu.

Les évolutions positives récentes sur la scène internationale sont réelles, du fait d'une lecture différente de la situation et des allégations mensongères répandues sur la Syrie. Néanmoins, en Occident, ces évolutions ne sont pas fiables car suscitées par l'inquiétude depuis que le terrorisme l'a frappé, l'inquiétude de le voir s'étendre à partir du Moyen-Orient ou, plus précisément, à partir de l'arrière cour de l'Europe.

L'Occident est inquiet et perdu, parce que nos frères parmi les bédouins leur ont prescrit une recette toute simple : « un peu de terrorisme que nous contrôlons, un peu d'États renversés, le tout avec quelques gouttes de chaos que nous supporterons, plus quelques nouveaux visages pour remplacer les dirigeants, et le plat est servi. Vous avez-là une cordiale invitation pour avaler les patries » ; mais voilà que les choses sont allées dans une direction totalement différente.

Je répète qu'ils n'en ont pas tiré la leçon, pas plus qu'ils n'ont réagi au nom de valeurs morales. C'est pourquoi je dis que ces évolutions ne sont pas fiables et que tant qu'ils auront deux poids deux mesures, nous considérerons que ces évolutions sont temporaires. Ils sont susceptibles de revenir vers leurs politiques colonisatrices, à n'importe quel moment où ils régleront leurs problèmes électoraux en rapport avec le terrorisme.

Maintenant, s'ils se mettaient à déclarer que les révolutionnaires qu'ils ont soutenus ne sont que des terroristes et que leur prétendue opposition syrienne est un ramassis de petits agents qui n'ont rien à voir avec la quête de la liberté ; ou à l'inverse, s'ils permettaient aux opposants de leurs pays de prendre les armes, de tuer et de détruire, en continuant à les ranger dans l'opposition nationale, s'ils acceptaient que leur opposition travaille pour l'étranger ; s'ils toléraient que des États étrangers décident de leur système de gouvernement et de leur dirigeant ; nous croirons que leurs normes sont devenues fixes et impartiales. Nous croirons

que l'Europe occidentale ou que l'Occident a changé. Alors, nous accepterons les vieilles recettes qu'ils ont toujours utilisées pour justifier toutes leurs agressions et ingérences dans les Affaires des États sous de nobles prétextes, tels les droits de l'homme, la liberté, la démocratie.

Le comble de l'hypocrisie est qu'ils prétendent combattre le monstre qu'ils ont créé mais qu'ils ne peuvent plus contrôler, alors que leur objectif est juste de le dompter. Leurs campagnes militaires, politiques et médiatiques, ne sont destinées qu'à jeter de la poudre aux yeux et n'ont abouti qu'à développer le terrorisme au lieu de l'éliminer. C'est une réalité confirmée par les faits, non le résultat de mon analyse. Le territoire du terrorisme s'est élargi, ses ressources matérielles et ses effectifs ont augmenté.

Par conséquent, pouvons-nous en attendre une coopération honnête avec notre combat contre le terrorisme ? Il s'agit d'états historiquement colonialistes. Est-il possible pour des colonisateurs dont l'Histoire s'est écrite sur des pages d'occupations, de meurtres, de destructions, de terrorisme brûlant les peuples et les asservissant, de soutien à des organisations terroristes dissimulées sous couverture religieuse comme les Frères Hypocrites puis Al-Qaïda et ses sœurs, de combattre le terrorisme ? C'est impossible, parce que le colonialisme a pour synonymes : terrorisme, amoralité et inhumanité.

C'est parce que cette image était claire dans notre esprit que, depuis les premiers jours de la crise, nous n'avons compté que sur nous-mêmes en n'espérant rien de bon que de la part des vrais amis du peuple syrien. Des amis dotés de principes et de morale, qui veulent la stabilité dans leur région, en Syrie et dans le monde, qui respectent le droit international et la volonté des peuples, et qui considèrent que les relations internationales en ce monde doivent se construire sur un pied d'égalité et non sur des rapports de maîtres à esclaves.

Les nations du BRICS, avec d'autres nations, ont adopté une attitude équitable à notre égard et ont contribué à révéler au monde la vérité sur la situation en Syrie.

L'Iran a offert son soutien économique, militaire et politique, et a contribué à renforcer la résistance et l'immunité de notre peuple, partant du principe qu'il ne s'agissait pas du combat d'un État, d'un groupe d'États, d'un gouvernement ou d'un président, comme ils ont voulu le présenter, mais du combat de tout un axe représentatif d'une approche commune de l'indépendance, de la dignité et des intérêts des peuples.

La Russie a agi de même. Avec la Chine, elle a formé une soupape qui a empêché que le Conseil de sécurité ne se transforme en un instrument de menaces pour les peuples et une plate-forme de lancement d'agressions contre les États, en particulier contre la Syrie. Elle a lancé nombre d'initiatives constructives visant à couper la route aux appels à la guerre et a orienté le cours des événements vers un dialogue entre les Syriens.

Face à cela, notre approche a été et demeure de prendre en considération toutes les initiatives, sans exception, même celles dont nous savions, par avance et avec certitude, que les intentions sous-jacentes étaient malveillantes. Ceci, parce que nous avons toujours eu la ferme conviction que la moindre chance susceptible d'arrêter l'effusion de sang devait être saisie sans hésitation ; le sang des Syriens dépassant toute autre considération et l'arrêt de la guerre étant la première de nos priorités. Et aussi, parce que nous voulions couper la route aux sceptiques et aux dupes convaincus que la crise était liée à des questions de réformes politiques, notamment aux adeptes du « si », ceux qui pensent : « S'ils avaient fait ceci, nous n'en serions pas là... ».

C'est donc dès les premiers jours de la crise, que nous avons décidé de tenir compte de toutes les initiatives pour prouver à ceux-là que la crise n'était pas liée à la politique, mais plutôt au soutien du terrorisme. Et c'est pourquoi nous sommes allés à Genève et à Moscou pour participer à un dialogue censé réunir toutes les composantes syriennes et aboutir à un consensus ; le consensus étant supposé être le but recherché par tous.

Dès que le dialogue a commencé, les Syriens ont posé des questions logiques, liées les une aux autres :

- Quelle est la relation entre le politique et le terrorisme ?
- Quelle est la relation entre les personnalités étiquetées « opposition externe » et le terrorisme ? Je précise qu'« externe » ne signifie pas que cette opposition soit entièrement basée à l'étranger, mais qu'elle est en liaison avec l'étranger, bénéficiant de son soutien politique et de son soutien matériel, se répartissant entre la Syrie et l'étranger.
- Quelle est la relation entre l'« opposition externe » et les terroristes sur le terrain, étant donné que les terroristes ont, dès le début, refusé de la reconnaître et de traiter avec elle ?
- Pourquoi dialoguez-vous avec des individus qui n'ont aucune influence sur les terroristes et qui ne représentent personne, certains étant à peine représentatifs d'eux-mêmes ou pas du tout ?

Bref, une série de questions qui reviennent à une seule : comment ce dialogue peut-il mener à arrêter le terrorisme en Syrie ? C'est la question qui obsède chaque citoyen syrien.

En théorie, il n'y a aucun lien entre dialogue, action politique et terrorisme. L'action politique vise à faire évoluer le système politique dans le sens de la prospérité, de l'urbanisation et du renforcement de l'immunité de la nation à l'intérieur et à l'extérieur du pays, alors que le terrorisme tue, détruit et fragilise.

Mais en pratique, ce lien est très solide du fait que ladite « opposition externe » est fortement liée aux terroristes sous l'égide d'un seul maître. C'est lui qui finance, gère, coordonne et tire toutes les ficelles. C'est lui qui ordonne aux terroristes de monter le rythme de leurs violences et aux opposants « externes » de crier plus fort, pour augmenter la pression politique.

Les deux parties sont donc les membres d'un même corps, chacun assurant ses fonctions dictées par un même cerveau ; le but du maître étant l'exploitation des deux voies, la voie des terroristes et la « voie politique », pour pousser les Syriens à accepter de transformer la Syrie en état suiviste qui s'inclinerait devant son dictat politique ; faute de quoi, il continuera à soutenir le terrorisme et la destruction du pays.

Le terrorisme est donc le véritable outil, tandis que la voie politique est un outil secondaire de précaution. Le premier dirige le second. En d'autres termes : si la voie politique permet au maître d'atteindre ses objectifs c'est tout bénéfice ; sinon, c'est au terrorisme de les atteindre.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie qu'aussi longtemps que les maîtres tiennent, à la fois, le terrorisme et une partie des participants au dialogue de ladite opposition externe en liaison avec eux, ils seront capables de contrecarrer la voie politique, qu'ils désignent par « solution politique » et que nous préférons qualifier de « processus politique ». Autrement dit, cela signifie que leur solution politique est construite sur des mots creux et vides de tout sens.

Naturellement, les médias étrangers vont maintenant profiter de mes paroles pour dire que « Le président syrien déclare refuser une solution politique et s'accroche à une solution militaire ». Des paroles toutes aussi creuses qui ne nous intéressent pas pour le moment.

### **Applaudissements**

Malgré le fait que nous sachions que notre problème est fondamentalement lié au terrorisme, nous restons favorables à tout dialogue politique, aussi mince serait son influence. J'ajoute que dire « solution politique » c'est manquer de précision, car la solution relève essentiellement de trois axes : l'axe politique, l'axe sécuritaire et l'axe militaire.

Nous sommes donc pour le « processus politique » et nous le soutenons, mais le soutenir est une chose et lui permettre de nous duper est autre chose. Et tant qu'ils utiliseront la terreur pour le manipuler, il restera inefficace.

Par conséquent, si nous voulons un dialogue pur de tout chantage entre Syriens, nous devons obligatoirement frapper et bannir le terrorisme. Nous savons tous que le maître des terroristes

et de ladite opposition externe ne le fera pas ; car s'il frappait sérieusement le terrorisme, il perdrait la capacité de contrôler le cours des choses.

De plus, croire que le dialogue deviendrait purement inter-syrien si le maître frappait le terrorisme est du domaine de la théorie, étant donné que l'opposition externe est en liaison avec l'étranger et qu'elle participe à ce dialogue.

Le dialogue, tel qu'il est mené, fait que nous nous retrouvons devant trois types de participants :

- le premier est patriote,
- le deuxième est agent de l'Occident,
- le troisième est opportuniste : un groupe de personnes sans aucune affiliation politique qui a trouvé dans la « voie politique » l'opportunité de servir des intérêts personnels, même aux dépens de sa patrie.

Ces deux derniers types, les agents de l'Occident et les opportunistes, sont donc capables de frapper n'importe quel consensus auquel nous pourrions parvenir en tant qu'État syrien dans nos dialogues avec des personnalités patriotes. C'est ce qui est arrivé à Moscou 1 et à Moscou 2.

Certains disent : « L'État syrien ne prend pas d'initiatives ». En d'autres termes, s'il en avait pris, les choses iraient pour le mieux car désormais tout a changé : les terroristes veulent se repentir et l'Occident verse des larmes sur le peuple syrien, le problème est que nos responsables syriens n'innovent pas en matière de solutions et d'initiatives. Il y a dans ce raisonnement quelque chose de naïf, mais c'est en tout cas le raisonnement de certains opposants « externes » qui souhaiteraient, pour le moins, faire porter au gouvernement syrien la responsabilité de l'échec du dialogue, au cas où la « voie politique » tracée par le maître n'atteint pas les objectifs souhaités.

Concernant les initiatives que le gouvernement syrien n'aurait pas prises, moi je dis : celui qui n'a pas vu toutes celles que nous avons concrétisées, comme notre première initiative politique de 2013 ayant décrété l'amnistie pour les personnes compromises mais non coupables de certains crimes dont 20 000 personnes et plus ont pu bénéficier ; celui qui n'a pas vu les réconciliations, les ajustements, les modifications des lois et de la Constitution, etc. ne verra pas demain ce qu'il n'a pas vu hier. En revanche, celui qui a vu pourra constater leurs effets plus ou moins positifs à l'intérieur de nos frontières.

Quant à ceux qui disent : « Lançons des initiatives, si nous ne gagnons pas, nous n'aurons rien perdu », je réponds que c'est faux, car les initiatives de l'État ne sont pas des articles de presse, mais des actions sur le terrain. De telles actions poussent en avant ou font reculer. Et lorsqu'elles sont sans effets, elles sont sans valeur. Pourquoi procéderions-nous ainsi en sachant que d'un point de vue pratique, toute initiative qui ne fait pas avancer vers le mieux compliquera la solution et non l'inverse ?

Il ne s'agit pas d'un événement auquel nous devrions absolument participer, d'une opération boursière où nous pourrions perdre à défaut d'être les premiers à saisir notre chance, d'une scène sur laquelle les artistes – certains sont présents parmi nous- doivent absolument monter de temps à autre, faute de quoi ils courent le risque d'être oubliés du public. Il s'agit d'un véritable travail sur le terrain. Il s'agit de politique.

D'autant plus que toute initiative en direction des forces hostiles et de leurs agents n'aura aucun effet positif, pour la simple raison que la seule initiative qu'ils accepteront est celle qui offrira toute la patrie à leurs maîtres, celle qui transformerait le peuple syrien en esclave exécutant les ordres des grands comme ils le font. C'est ce qu'ils n'obtiendront jamais quels que soient leurs rêves.

### **Applaudissements**

Quant aux propos concernant les concessions de l'État syrien continuellement accusé de radicalisme, de rigidité, d'intransigeance et d'irréalisme, il existe un principe en droit -certains

spécialistes du droit sont aussi présents parmi nous- si simple et si évident, qu'il n'a pas besoin de spécialistes en la matière. Il stipule que personne n'a le droit de renoncer à ce qu'il ne possède pas à moins de disposer d'une procuration de son propriétaire. Or, l'État syrien ne dispose pas d'une procuration du peuple syrien l'autorisant à renoncer à ses droits nationaux.

### Applaudissements

Le peuple syrien est le seul ayant droit en la matière. S'il avait voulu une telle renonciation, il n'aurait pas résisté pendant quatre années et n'aurait pas continué à en payer tout le prix.

Pour résumer tout ce qui précède : toute proposition politique qui ne serait pas essentiellement fondée sur l'éradication du terrorisme n'a aucun sens et aucune chance de voir le jour.

C'est pourquoi, tant que la situation politique n'évoluera pas du fait d'un travail sérieux, nous n'avons pas d'autre choix que de continuer notre combat contre le terrorisme. Il n'y a pas d'autre choix. Comme je l'ai dit, nous sommes pour le processus politique, mais la réalité à laquelle nous sommes confrontés fait que la seule solution passe par ce combat. Car il n'y a ni politique, ni économie, ni culture, ni sécurité, ni valeurs morales, là où sévit le terrorisme.

Ces vérités étant bien comprises, la situation sur le terrain reste au centre des préoccupations permanentes de tous les citoyens et il est, aujourd'hui, de mon devoir de répondre à nombre de questions soulevées dernièrement à ce sujet :

- Nous n'avons pas cherché la guerre. C'est lorsqu'elle s'est imposée à nous que nos forces armées se sont dressées contre les terroristes en tous lieux. Depuis, les batailles passent par des hauts et des bas ; ce qui est généralement le cas dans tous les combats.
- Le type de guerre, à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui, fait que les forces armées ne peuvent pas se déployer dans chaque partie du territoire syrien. Ce qui permet aux terroristes de pénétrer dans les zones qu'ils déstabilisent jusqu'à ce que l'armée syrienne les libère ; ce va et vient étant permanent depuis le début des événements.
- Récemment, en conséquence de la robuste résistance de la Syrie, Peuple et Armée, les « États terroristes » sont passés à un niveau supérieur de soutien aux terroristes, logistiquement, militairement, financièrement, avec un supplément d'armes et d'effectifs. Parfois, ils sont intervenus directement pour les soutenir, comme cela est arrivé à Idlib avec les Turcs ; ce qui s'est soldé par le fait que certaines régions qui étaient contrôlées par l'État sont passées sous le contrôle des terroristes.
- Le tout a créé une sorte de frustration chez le citoyen syrien, d'autant plus que la propagande ennemie a vendu ce tout comme l'effondrement de l'État syrien : « L'État syrien s'écroule ! L'Armée syrienne s'écroule ! La guerre écrit ses derniers chapitres en faveur des terroristes !... ».
- Parallèlement, alors que l'Armée arabe syrienne gagnait des batailles dans d'autres régions, la propagande ennemie disait : « Non, ceux qui remportent les batailles sont des armées venues de l'étranger pour aider l'Armée arabe syrienne affaiblie par la fatigue et la frustration ». Et bien sûr que disant cela, les médias voulaient parler de l'Iran.
- Pour être clair à ce sujet : du point de vue des combats sur le terrain, l'Iran fraternel nous a offert son expertise militaire et rien d'autre. Quant à nos fidèles frères de la Résistance libanaise, ils se sont battus à nos côtés, nous offrant le maximum de leurs possibilités, jusqu'à mêler le sang de leurs martyrs à celui des nôtres. Leur rôle a été important, car leur contribution d'une grande efficacité a conduit à des exploits dans plus d'un endroit. Leur expérience et leurs compétences, notoirement reconnues, sont très utiles dans le type de guerre que nous menons, et nous leur sommes reconnaissants pour leur courage, leur force et leur solidarité.
- Ceci étant dit, nous savons tous qu'aucune force d'appui ne peut remplacer la force principale, et qu'aucune force amie ne peut venir défendre notre patrie à notre place.
- Quant à la frustration ressentie après le retrait de nos forces armées dans certaines régions, elle n'a rien enlevé à la confiance dans les compétences de notre Armée, témoin en est l'augmentation du nombre d'engagés volontaires entre avril et mai, une période des plus difficiles.

Concernant les priorités, je me propose de répondre plus en détails aux questions suivantes :

- Sommes-nous en train d'abandonner certaines régions ?
- Pourquoi perdons-nous d'autres régions ?
- Pourquoi l'Armée ne vient-elle pas dans des régions où elle est attendue ?

De par la Constitution et par principe, chaque pouce de la Syrie est cher et précieux et il n'est pas question d'en céder le contrôle à qui que ce soit. Dans le même ordre d'idée, il n'y a aucune distinction entre les régions quelle que soit leur géographie ou leur démographie. Mais la guerre a ses conditions, ses stratégies et ses priorités ; lesquelles peuvent varier selon les circonstances.

Les décisions du Haut commandement sont dictées par les réalités sur le terrain et les priorités, lesquelles priorités ont été imposées par le type de guerre que nous vivons. Une guerre sur des dizaines de fronts dans toutes les directions et sur toutes les régions, sans exception, face à un ennemi soutenu par les États les plus puissants et les plus riches qui lui accordent un approvisionnement illimité en armes, en argent et en combattants. Dans ces conditions, croire que nous pouvons gagner toutes les batailles est irréaliste ; ce qui était évident depuis le début, abstraction faite de la récente escalade. D'où deux priorités essentielles parmi d'autres.

- La première priorité est la sauvegarde des zones « importantes » du fait que leur perte entraînerait l'écroulement de toutes les autres, leur choix dépendant de critères politiques, économiques et de service public, tout en tenant compte de l'équilibre entre importance militaire et importance civile. Ce n'est que quand la balance penche en faveur des terroristes que l'importance militaire l'emporte. Il peut s'agir d'une ville, d'une plaine, d'une montagne ou d'une colline, dont la chute n'aura pas autant d'échos dans la presse ou parmi les citoyens, alors que nous sommes déterminés à y tenir, coûte que coûte, pour conserver le reste. Parfois nous devons diriger, voire concentrer, nos troupes au niveau de ces zones importantes en nous retirant de certaines régions.
- La deuxième priorité est la vie des soldats, nos héroïques combattants dont le retour est attendu par leurs parents, leurs femmes, leurs enfants, leurs frères et sœurs. Autant ils sont empressés de combattre au risque de se sacrifier, autant nous tenons à ce qu'ils vivent, remplissent leurs missions et reviennent sains et saufs vers leurs familles.

### **Applaudissements**

N'importe quel lieu de notre terre syrienne est certes cher à nos cœurs, mais la vie des citoyens et des soldats est plus chère encore ; car une terre peut être récupérée, ce qui n'est pas le cas d'une vie perdue.

### **Applaudissements**

Comme nous l'avons toujours dit, nous allons à la bataille pour vaincre et non pour le martyr. Nous, nous voulons la victoire, c'est le destin qui décide du martyr et là nous ne pouvons rien.

Concernant les réalités sur le terrain, le soldat syrien a prouvé son courage, sa compétence, son habileté et sa grande force ; autant de qualités reconnues par le monde entier, les amis et les ennemis. C'est indiscutable. Mais à la disparité naturelle entre les personnes, correspond parfois une disparité des résultats obtenus par les unités combattantes, dans un même contexte. Des erreurs au niveau de l'action militaire arrivent parfois. La plus petite de ces erreurs peut conduire à une série d'échecs très coûteux. C'est dans la nature des choses, ce qui n'a pas empêché l'action militaire d'obtenir des résultats radicalement efficaces.

En plus de cette disparité, intervient la différence géographique des zones de combat ; la défense d'une ville, d'une banlieue, d'une plaine ou d'une colline créant des situations différentes, auxquelles s'ajoute un facteur déterminant qui est l'environnement humain.

D'une manière générale, cet environnement est favorable à l'État, même dans certaines régions contrôlées par les terroristes. C'est la façon de soutenir nos Forces armées dans les points chauds qui varie d'une région à une autre. Certaines fournissent un soutien moral, et c'est l'essentiel. D'autres régions fournissent un soutien financier, se chargent de la cantine,

fournissent des renseignements ; chacune à sa manière et selon ses moyens. Et d'autres vont plus loin encore, en prenant les armes et en s'engageant dans les combats aux côtés de l'Armée et des Forces armées. Ce dernier type de soutien a été très important pour conclure les combats plus rapidement et avec un minimum de pertes.

Certains diront que cela fait partie du devoir de l'Armée. C'est vrai. Mais cela n'interdit pas que chacun défende sa maison, son quartier, son village ou sa ville. Il n'est pas justifiable que l'armée pénètre certaines régions pour découvrir que les jeunes gens les ont quittées et les ont abandonnées. Ce n'est pas acceptable.

Ce qui nous amène à la troisième question : « Où est l'Armée ? ». Une question posée parfois sous forme de reproche, parfois sous forme de prière. C'est un sujet sensible auquel je répondrai, comme d'habitude, en toute transparence ; bien que, là aussi, les médias ennemis vont l'exploiter pour leurs gros titres. Mais nous n'avons pas de problèmes pour en discuter entre nous, entre Syriens.

En situation de paix, les effectifs de l'Armée sont limités à un niveau suffisant pour repousser une attaque surprise. En situation de guerre, l'État doit compléter ces effectifs, principalement par le rappel des réservistes et le recrutement des volontaires, auxquels s'ajoutent tous les moyens civils de l'État mis à la disposition du Commandement général de l'Armée et des Forces armées ; s'ajoutent aussi, selon la loi de Mobilisation Générale, les moyens du secteur privé utiles aux combats.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que la guerre n'est pas seulement l'affaire des Forces armées, c'est une guerre de la patrie et c'est une guerre de l'ensemble de la société. C'est en gardant cela à l'esprit que nous serons encore plus prêts pour affronter les plus dures, les plus complexes, et les plus étendues des batailles sur tous les fronts.

Nous savons tous que le « facteur humain » est décisif et que la prévision des effectifs d'une mobilisation générale à 100% revient à des chiffres sur papier, car en situation de paix et, encore plus, en situation de guerre, il y a un nombre non négligeable de désertions motivées essentiellement par la peur. Or, le pourcentage réel des effectifs réellement mobilisés sur le terrain influe sur la programmation et le déroulement des combats. Plus il baisse, plus il devient difficile de mener des opérations simultanées et en profondeur sur plusieurs fronts à la fois. D'où des pertes plus ou moins importantes parmi les civils.

Cette image de la guerre, que je viens de vous exposer, nous amène à une autre question simple et évidente : « Face à tous ces États riches et puissants, et aux terroristes qu'ils soutiennent sans limites, nos Forces armées sont-elles capables de s'acquitter de leurs tâches de manière exemplaire et de protéger la patrie ? ».

Question à laquelle je réponds sans exagération et sur des bases théoriques, pratiques, réalistes : « Oui, certainement, elles sont capables ! ».

### **Applaudissements**

Oui, elles sont capables et confortablement ! Mais existent des lois qui gèrent l'univers comme, par exemple, celles qui font que « Rien ne vient du néant et rien n'y retourne » ou que « Rien ne se met en mouvement sans énergie ». Ainsi, l'énergie d'une armée est celle de son énergie humaine. Ce qui implique que si nous voulons que notre Armée donne le meilleur de ce qu'elle possède, nous devons lui offrir le maximum de ce que nous possédons.

Or, tout le nécessaire a été mis à sa disposition, mais il y a un manque en énergie humaine, pour toutes les raisons que je viens d'évoquer. Ce qui ne veut pas dire que je donne une image noircie de la situation ; laquelle, soit-dit en passant, sera là aussi saisie par les médias hostiles qui se précipiteront pour dire : « Le président syrien déclare que les Syriens ne s'engagent plus, confirmant l'effondrement de l'Armée et de l'État ». Non, les Syriens s'engagent et, comme je l'ai déjà dit, le recrutement a sensiblement augmenté ces derniers temps.



Ce que je dis est que ce manque en énergie humaine, dans les circonstances que l'on sait, fait que le « facteur temps » est à prendre en considération. Bien qu'il ne soit pas décisif pour l'issue de la guerre, il devient important devant les souffrances des citoyens d'une ville comme Alep qu'ils tentent de mettre à genoux...

### **Applaudissements**

Qu'ils tentent de mettre à genoux par des attaques directes et par des missiles criminels, par la soif et par la faim. Important devant Deir el-Zor qu'ils assiègent pour qu'elle se rende sous la pression de la famine. Important devant Nebel et Al-Zahra et nombre d'autres villes et régions où la forte densité de la population oblige l'État et les Forces armées à travailler plus vite encore.

Oui, les Syriens s'engagent et les Forces armées accomplissent des exploits qui dépassent largement toutes les normes théoriques vu les circonstances, parce qu'elles en ont la volonté. Nous aimerions en faire profiter toutes les régions où il y'a un manque de combattants, un manque qui nous contraint parfois à déplacer des unités occupées ailleurs.

Il n'empêche que l'Armée est présente à Alep et présente à Deir el-Zor où elle démontre une résistance extraordinaire, mais face au « facteur temps », sur lequel j'insiste, nous devons faire en sorte que la mobilisation augmente. D'où le décret d'amnistie d'hier...

### **Applaudissements**

Ce n'est pas moi qu'il faut applaudir et je vais vous expliquer pourquoi. Ce décret accordant une amnistie générale aux déserteurs n'a pas été promulgué de ma propre initiative ou de celle de l'État. Ce sont quelques centaines d'entre eux qui se sont adressés, par courrier, au Haut commandement pour faire savoir qu'ils souhaitaient intégrer l'Armée mais craignaient les mesures punitives. Je pense qu'ils ne sont pas les seuls à vouloir s'engager et que des milliers les suivront.

C'est là une initiative qui confirme que les Syriens soutiennent l'Armée. Reste à la société, aux familles et à tous les gouvernorats de leur clarifier leur situation. Par conséquent, je répète qu'il n'y a pas d'effondrement au niveau du recrutement et que nous résisterons jusqu'à la victoire.

### **Applaudissements**

Nous réaffirmons, Mesdames et Messieurs, que la patrie n'appartient pas à celui qui l'habite, porte son passeport ou sa nationalité. La patrie appartient à celui qui la défend.

### **Applaudissements**

Le peuple qui ne défend pas sa patrie n'a pas de patrie et ne mérite pas d'en avoir.

### **Applaudissements**

Par conséquent, tous les problèmes que nous rencontrons et que je viens d'exposer et d'expliquer ne sont pas liés à la planification ; autrement dit, la guerre à laquelle nous faisons face apprendrait même à des non-militaires comment agir en commandants compétents. Nous n'avons donc pas un problème de planification.

Nous n'avons pas, non plus, un problème de fatigue. Dans l'un de mes précédents entretiens j'ai dit, en effet, qu'il était normal que l'Armée ressente la fatigue. Evidemment, les médias hostiles se sont emparés de cette phrase pour en faire tout un problème : « Le président a dit que l'Armée était fatiguée ». Or, toute compétition physique ou intellectuelle fatigue et peut même exténuer. L'être humain gagne et réussit par sa peine non en toute quiétude, et il est normal que l'État, l'Armée, et toute notre société éprouvent de la fatigue en ces circonstances. Mais la fatigue est une chose et la défaite est autre chose. Défaite et défaitisme ne font pas partie du dictionnaire de l'Armée arabe syrienne.

### **Applaudissements**

Si j'ai autant détaillé la situation sur le terrain, bien que tous aient compris la nature de cette guerre et des combats que nous devons mener, c'est parce que plus nous serons capables d'éviter de nous laisser abattre par la propagande, plus nous pourrons offrir à nos Forces armées ce qu'elles attendent de nous.

Une propagande et une guerre psychologique s'ajoutent à la guerre militaire pour que nos ennemis véhiculent et impriment dans nos esprits l'idée d'une Syrie divisée en plusieurs entités géographiques réparties entre partisans et opposants, entre confessions et ethnies. Une idée qu'ils vendent en termes de « guerre civile et sectaire » sans cesse répétés dans chacun de leur entretien public, chacune de leur déclaration, chacun de leur article de presse concernant la Syrie. L'objectif étant de créer chez nous le sentiment que nous ne pouvons pas échapper à cette réalité qui serait la nôtre, qu'il n'y a plus aucun espoir pour que la Syrie redevienne ce qu'elle a été, et qu'il ne nous reste plus qu'à obéir à leurs dictats.

En fait, malgré la complexité de la situation, la réalité est différente, car la partition ne pourra se faire que si le peuple l'accepte ou la souhaite et que ses différentes composantes ne veulent plus vivre ensemble. Est-ce le cas ?

Les Syriens ne fuient-ils pas les régions contrôlées par les terroristes, quelle que soit leur confession et quelle que soit leur origine ethnique ? Ces citoyens ne rejoignent-ils pas les régions contrôlées par l'État pour revivre aussi harmonieusement qu'auparavant ? Certains diront que j'exagère et que nous sommes supposés avoir été entraînés vers la partition confessionnelle. Ce n'est pas vrai, car nombre de ceux qui n'avaient pas conscience de la dangerosité du vocabulaire et du sentiment confessionnels les rejettent parce qu'ils ont bien compris leur instrumentalisation pour nous diviser. Ajoutez à cela que nous n'avons pas entendu dire que les Syriens se déplaçaient dans le sens inverse, et qu'ils vivaient dans une quelconque harmonie dans les régions contrôlées par les terroristes. Tout le monde connaît ces vérités, notamment qu'en Syrie il n'y a que deux camps : celui des Syriens d'un côté, celui des terroristes de l'autre.

### **Applaudissements**

Cela suffit. Nous en avons assez de ces discours sectaires qui font croire que nous sommes au stade d'accepter le démembrement de la patrie et de nous partager ses morceaux. Celui qui veut évaluer la situation en Syrie doit cesser de se baser sur des cartes géographiques et militaires, avec courte vue et superficialité. Alors il comprendra qu'il n'y a qu'une Syrie...

### **Applaudissements**

Alors il comprendra que la part de chaque Syrien est toute la Syrie. La Syrie unie, riche de toutes ses couleurs et fière de toutes ses composantes. C'est cela la réalité du peuple dont je parle, tout le reste n'est que verbiage et littérature. Il est l'une des raisons qui expliquent la continuité de l'État.

Leur propagande n'est qu'illusion. Il ne peut y avoir d'effondrement de la société quand l'État reste debout, car l'État est le reflet du peuple, non l'inverse. Nous Syriens, nous devons continuer à user de notre terminologie patriote, loin de toutes leurs entités virtuelles et de leurs identités partielles qui visent à transformer la patrie unique en entités et sociétés sectaires, malades du confessionnalisme et de l'ethnicisme. Nous devons éviter de répéter leur vocabulaire surtout au niveau de nos médias, lesquels pensent parfois bien faire pour paraître rationnels et réalistes. Ils oublient que les mots construisent notre réalité, qu'en ce monde tout commence par le langage, et que si nous adoptons des termes étrangers à notre culture, nous ne tarderions pas à constater les divisions parmi nous.

### **Applaudissements**

Mesdames et Messieurs,

Il est incontestable que la situation que je viens de décrire a eu des répercussions négatives sur notre secteur économique et qu'en plus du sentiment d'insécurité, les nécessités de la vie quotidienne sont devenues une source d'angoisse pour toutes les familles syriennes, surtout pour les familles à bas revenus. Notre économie a reculé ainsi que les ressources de l'État nécessaires à sa relance. Conséquences des actions terroristes ayant abouti à la destruction d'une partie importante de nos infrastructures, à des coupures des voies de communications terrestres, de l'eau, et de l'électricité, et à la pénurie en carburants ; ce qui a mené à la rupture des artères de la vie dans certaines régions. À tout cela il faut ajouter la guerre menée contre nous à partir de l'étranger, par le blocus et les attaques sur notre monnaie, pour nous faire céder.

En dépit de ces très dures conditions, les institutions de l'Etat continuent à travailler, même s'il s'agit d'un travail à minima pour certains secteurs. Nous sommes en guerre et en période de guerre, la vie s'arrête. Il n'empêche qu'après quatre années et plus, et malgré les dégâts subis au niveau des services essentiels -en l'occurrence, je crois qu'aujourd'hui beaucoup de citoyens ne pourront pas écouter ce discours, faute d'électricité ; mais quand nous faisons de notre mieux, il n'est pas rare que nous la rétablissions dès que possible- il y a les soldats inconnus que vous représentez ici, qui travaillent jour et nuit, parfois dans des conditions approchant celles des soldats sur les divers fronts, pour nous offrir le nécessaire à la vie : eau, nourriture, vêtements, logement, médecine, éducation, etc.

Mais cela ne signifie pas que certaines de nos institutions sont incapables de se retrouver en meilleure position, ni que nous sommes très loin de pouvoir nous en sortir. Au contraire. Nous voulons et nous pouvons, reste à agir avec une bonne organisation et de la créativité pour aller vers le mieux, même graduellement.

Dans mon discours d'investiture, j'avais dit que, pour nous, le secteur prometteur était celui de la construction. Quelques mois après, en automne dernier, la loi 66 était publiée pour lui ouvrir les grandes portes. En fait, concernant la première zone de Kafarsouseh à Damas, les organigrammes et la répartition des terrains entre les propriétaires sont achevés et la construction des infrastructures est commencée ; les études concernant la zone de Daraya sont en cours ; à Homs, les organigrammes des zones Baba Amr, Al-soultaniya, et Jobar sont achevés. Nous pouvons donc dire que ce deuxième projet est lancé même si nous n'en sommes qu'aux premières étapes.

Ce secteur de la construction est certes important, mais ce n'est pas le seul malgré la crise et les conditions défavorables à l'investissement. Quelques exemples : le nombre d'usines a augmenté dans les régions sécurisées des rifs de Damas et de Homs et j'insiste sur les termes « régions sécurisées », les usines des zones contrôlées par les terroristes ayant été détruites ou pillées. Des usines en cours de construction avant la crise ont repris les travaux qui sont maintenant achevés. Plus important encore, certains ont commencé à investir après le début de la crise ; ce qui, en l'occurrence, témoigne de leur confiance en la patrie, de leur patriotisme, et peut-être d'un défi au terrorisme.

Quant aux secteurs industriels fortement endommagés par la guerre, comme le secteur de la volaille, des denrées alimentaires, des vêtements et de la pharmacie, des dispositions ont été prises pour les restaurer. Le mois dernier, le gouvernement a approuvé la création d'organes spécialisés en soutien à la production locale des petites et moyennes entreprises, grâce à des prêts d'exploitation. Une expérience réussie fut celle du microcrédit, initiée par le secteur privé avec l'appui et la participation de l'Etat. En moins de deux années, elle a permis de créer des dizaines de milliers d'emploi. Cette expérience a été élargie à l'Administration locale dans plus d'une province pour porter assistance aux blessés avec handicap permanent. Elle devrait s'élargir plus tard pour inclure des personnes handicapées à un moindre degré et les familles des martyrs.

Ce sont là quelques exemples qui témoignent de la détermination des Syriens et qui confirment que la voie est ouverte devant nous pour améliorer notre situation économique et nos conditions de vie.

Pour résumer : maintenant que j'ai expliqué la situation sur le terrain, le citoyen demandera : «

Que comprendre de ce discours ? Y'a-t-il un espoir ou pas ? ». Je réponds :

- En économie, toutes les portes sont ouvertes. L'année 2012 fut la pire, non pas en raison de la crise, mais parce que beaucoup de Syriens pensaient qu'ils devaient reporter leurs projets jusqu'à ce que les conditions redeviennent favorables. Ce n'est que quand ils ont découvert que ce sera long, qu'ils ont décidé de s'adapter aux circonstances, et la production a redémarré. Cette année les exportations ont été relativement bonnes ; bonnes par rapport aux circonstances, non par rapport aux années d'avant la crise. Mais lorsque nous recommençons à produire et à exporter et que certains secteurs bougent, cela signifie que nous pouvons et que c'est à nous de trouver les moyens et les modalités de collaboration entre les deux secteurs, public et privé. Nous pouvons donc espérer et être optimistes. Restera à résoudre les problèmes du secteur primaire comme, par exemple, l'électricité et les carburants, ce que nous réussissons par intermittence.
- Concernant le versant militaire, je pense avoir clairement expliqué qu'il a un espoir, moyennant certaines initiatives de la part de la société pour le renforcer.
- Quant au versant politique, je n'ai vraiment aucun élément qui me permette de vous dire qu'il y a un espoir et vous tromper. Entre Syriens on ne peut dire que la vérité, même si face à des diplomates et aux médias on peut tenir un langage différent. Nous ne sommes pas le seul facteur influent sur la politique, ni nos amis russes, iraniens, chinois ou nos autres amis des pays du BRICS. Il y a d'autres pays... Jusqu'à cet instant précis je ne peux rien vous avancer sur ce sujet. En tout cas, tous les sujets tournent autour de l'axe militaire qui influera sur la situation interne et modifiera les équilibres externes.

### **Applaudissements**

Mes Frères et mes sœurs,

Nous sommes à une étape décisive qui n'admet pas de solution médiane et où l'hésitation équivaut au défaitisme, à la lâcheté et à la trahison. Nous ne renoncerons pas à nos droits, ni ne braderons un pouce de notre terre. Nous ne serons pas des esclaves, mais des maîtres indépendants, maîtres de notre pays, de nos ressources et de nos droits.

### **Applaudissements**

Le monde est en train de changer peu à peu. Les États qui tiennent à leurs droits ne peuvent que vaincre. Le meilleur exemple en est l'accord obtenu par l'Iran, notre frère, après tant de patience et de peine, mais avec détermination et volonté. Tel est le chemin des États libres qui refusent l'esclavage et la soumission, qui donnent la priorité à leur peuple et avancent.

À ce stade, je parlerai de cet accord sans aborder les analyses faites par le monde entier avant et après sa signature. Ce qui m'intéresse est le chemin parcouru et comment l'Iran est arrivé à cette victoire, que nous l'aimions ou pas, que nous l'admirions ou pas, que nous l'approuvions ou pas.

Ce pays frère a obtenu une grande victoire, alors qu'il a été assiégé durant plus de trente-cinq ans et a été confronté à une guerre injuste de huit années où toutes sortes d'armes ont été utilisées, y compris les armes chimiques, avec le consentement de l'Occident, et où la plus grande partie de son infrastructure a été détruite. Malgré cela, il a pu réaliser des avancées scientifiques qui l'ont classé au premier rang dans le monde musulman et parmi les vingt premières nations du monde.

L'Iran a traversé nombre de périodes critiques que nous laisserons de côté, pour nous arrêter aux élections présidentielles de 2009. Cette première épreuve dudit « Printemps arabe » appliqué à l'Iran. Modèle qui n'a pas été prévu pour les États arabes, car en frappant l'Iran, tout aurait été réglé. Ils ont commencé en usant de la même terminologie, des mêmes méthodes, ont lancé des canaux par satellites en langue persane, ont mis à profit les réseaux sociaux diffusant les mêmes mensonges. Ceci au point qu'un fonctionnaire européen, en visite en Syrie à la fin de cette période, m'a dit : « Vous devriez rester loin de l'Iran parce que ce n'est plus qu'une question de quelques mois ». Autrement dit, ce qu'ils disent sur la Syrie, ils l'avaient déjà dit sur

l'Iran. Je lui avais répondu : « Peut-être reviendrez-vous dans cette région pour découvrir que vous aviez tort ». Je ne me rappelle pas de son nom, c'est l'un de ces fonctionnaires imbéciles, mais je me rappelle encore de son comportement pendant son séjour ici.

### **Applaudissements**

Si l'Iran a dépassé tous ces complots et s'il a obtenu cette victoire, parmi d'autres, c'est parce qu'il est resté uni. C'est l'unité du peuple iranien qui a permis cet accord et a donné à l'Iran le droit au nucléaire. Sur ce sujet, certains opposants iraniens qui avaient fui l'Iran depuis l'époque du Shah se sont rangés du côté de leur patrie, considérant qu'il s'agissait d'une question nationale ; même certains médias de l'opposition d'aujourd'hui ont pris le parti de l'État iranien. Ils ont distingué les querelles politiques des causes nationales.

C'est là un message à nos chers opposants externes en liaison avec l'étranger, qui ont commencé à pleurnicher dès l'échec de leur projet de frappes sur la Syrie en 2013. Depuis, ils n'ont cessé de hausser le ton jusqu'à atteindre un sommet dramatique ces derniers temps : des pleurs, des cris, des reproches, des blâmes, contre leurs maîtres en Occident qui ne leur auraient pas accordé ce dont ils ont besoin pour libérer le peuple syrien. À l'époque des turbulences en Iran, nous n'avons jamais entendu parler d'opposants iraniens ayant appelé à frapper leur pays pour libérer le peuple iranien.

L'opposition syrienne liée à l'étranger pleure parce que ses maîtres ne lui ont rien donné, alors qu'elle leur a tout donné, et même plus qu'ils n'ont demandé. S'ils ne vous ont pas tout donné, c'est peut-être parce qu'il y a des règles ? Vous êtes des vassaux et le vassal est un esclave à qui on ne donne pas, mais que le maître exploite. Ils vous méprisent. Les responsables européens nous l'ont dit...

### **Applaudissements**

Ils vous méprisent encore plus que le peuple syrien vous méprise. Pourquoi ? Parce qu'en Syrie, nous sommes au courant de votre clientélisme...

### **Applaudissements**

Alors que vos maîtres savent tout de vous. C'est pourquoi, ils vous utiliseront comme un bout de papier avant de vous jeter à la poubelle. Le peuple syrien vous a jetés depuis longtemps dans la poubelle de l'Histoire.

### **Applaudissements**

Nous payons le prix fort, parce que le plan est énorme et que c'est une guerre d'existence. Nous serons ou nous ne serons pas. Il est vrai que l'ingérence extérieure a été le facteur fondamental qui a allumé le feu ; mais aujourd'hui, la plupart d'entre nous sont conscients que le facteur interne est le plus important pour l'éteindre.

Avoir conscience de ce qui se passe réellement est nécessaire, mais nous ne serons pas capables de sauver la Syrie de ce qui se trame contre elle tant que chaque Syrien ne sentira pas que cette bataille est sienne et qu'il est le premier concerné par sa patrie, sa ville, son village et sa maison, tout comme il est le premier concerné par l'unité de ce pays et la pérennité de son vivre ensemble. Alors, il n'y aura plus aucun émigré qui quitte son pays au lieu de le défendre, ni aucun spectateur solidaire de son pays qui se contente de paroles.

La victoire de la Syrie dans cette guerre ne signifiera pas uniquement la défaite du terrorisme, mais aussi que la région retrouvera sa stabilité. L'holocauste arrive à travers leur projet de partition et ses guerres. Si nous voulons épargner nos enfants et les protéger, nous devons gagner nos batailles et notre guerre. Alors, nous leur remettons un héritage dont ils seront fiers à l'avenir et ils seront de véritables maîtres en leur patrie.

Notre choix est clair depuis le premier jour : posséder la volonté et la confiance en la victoire ; non une victoire pour certains Syriens sur d'autres, mais une victoire pour tous les Syriens ; une victoire sur ce qui a été planifié contre eux. C'est d'ailleurs cette conscience des réalités qui a incité nombre de ceux qui dirigeaient leurs armes contre l'État à rejoindre leurs frères au sein de l'Armée et des Forces armées, allant jusqu'à sacrifier leur vie dans différentes régions du pays : un même sang, un même ennemi, un même destin.

Ici, j'invite tous ceux qui hésitent par peur, par doute, ou qui rêvent de ce qui ne se réalisera pas, à rejoindre ceux qui les ont précédés et à diriger ensemble leur arme contre le véritable ennemi, l'ennemi commun et le plus dangereux d'entre tous : le terrorisme.

Quant aux promesses de l'étranger à ceux qui continuent à en vivre, elles resteront de simples illusions aussi longtemps que les héros de l'Armée et des Forces armées se battront dans les plus sombres circonstances, se sacrifieront et veilleront pour que les Syriens puissent dormir et que vive la Syrie.

### **Applaudissements**

À eux et à tous les Comités de Défense populaire, toutes nos salutations et notre admiration, notre respect et notre estime. Nous nous inclinons devant vos sacrifices et nous nous levons fièrement en hommage à votre générosité. L'Histoire témoignera du terrorisme que la Syrie aura vécu et vous écrirez le chapitre de sa défense, de sa purification et de son salut. Nos salutations à vos familles et à vos proches qui vous ont élevés dans l'amour de la patrie jusqu'à vous sacrifier pour qu'elle vive.

À toutes les familles des martyrs, nos meilleures salutations avec nos salutations particulièrement distinguées à toutes celles qui ont perdu plus d'un martyr.

### **Applaudissements**

C'est en vous que nous puisons notre résistance et c'est de vous que nous avons appris la persévérance, le don de soi et le sens de la patrie. Vous êtes la véritable élite et, quoi que nous fassions, nous ne vous rendrons jamais ce que nous vous devons.

Quant à nos héros blessés, vous êtes l'Histoire vivante de la Syrie, ses témoins et sa mémoire. Vous êtes la véritable école qui enseignera aux générations futures comment sacrifier une partie de son corps pour que vive un corps plus grand que tous les autres : la Syrie.

À ceux qui nous ont été enlevés et à leurs parents, nous disons que nous ne nous épargnerons aucun effort pour enquêter sur leur sort, les retrouver et les libérer par des opérations militaires ou des échanges.

Nous n'oublions pas notre frère l'Iran, que nous remercions pour tout le soutien accordé à la Syrie et qui continue.

### **Applaudissements**

Comme nous n'oublions pas notre amie la Russie, et la Chine loyale, pour toute l'aide qu'elles nous ont apportée à plusieurs niveaux, notamment au niveau des organisations internationales.

### **Applaudissements**

Et, merci du fond du cœur à la Résistance libanaise qui nous a rendu fidélité pour fidélité, sang pour sang.

### **Applaudissements**

Je salue chaque syrien qui a résisté malgré ses souffrances et ses blessures et qui est resté

patient en dépit des sanctions, du blocus et du manque de moyens.

Je salue chaque syrien qui est resté accroché à sa terre malgré les tentations l'incitant à partir et à émigrer. Il a défié le terrorisme et les canons de la mort, exprimant de la plus formidable des façons ce que signifie l'appartenance à une terre et à des racines, demeurant sur son territoire pour que la Syrie demeure.

Notre patrie est notre juste droit. La protéger est notre juste devoir. Dieu est avec la justice.

**Dr Bachar al-Assad**

Président de la République arabe syrienne

Damas, le 26/07/2015

**Source** : Vidéo YouTube [Al-Ikhbariya]

<https://www.youtube.com/watch?v=Dyw1mfm0TqI&feature=youtu.be&list=PL6WK5zWkjZipWc8MPyWB4U1tZrTmVbCGO>

*Transcription et traduction par Mouna Alno-Nakhal pour [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca)*

Copyright © 2015 Global Research